



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

Annexe

de la décision de la Commission relative au financement d'une mesure individuelle en faveur
de la République de Côte d'Ivoire

**Document d'action concernant l'«Appui budgétaire pour le soutien au fonds spécial de
solidarité COVID-19»**

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Appui budgétaire pour le soutien au fonds spécial de solidarité COVID-19 Numéro: CI/FED/042-838 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Côte d'Ivoire L'action sera menée à l'endroit suivant: l'ensemble du territoire national.	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) 2014-2020 pour la Côte d'Ivoire	
4. Objectifs de développement durable (ODD)	<u>Objectifs de développement durable principaux</u> ODD n°1: Lutter contre la pauvreté ODD n°8: Travail décent et croissance économique <u>Objectif de développement durable secondaire</u> ODD 10: Réduire les inégalités dans le pays et d'un pays à l'autre	
5. Secteur d'intervention/ domaine thématique	Appui à la relance économique et au développement durable	Aide au développement: OUI
6. Montants concernés	Coût total estimé: 5 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 5 000 000 EUR dont 4 700 000 au titre de l'appui budgétaire et 300 000 pour évaluation, communication et visibilité	
7. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Appui budgétaire Gestion directe avec: Appui budgétaire: contrat de performance de réforme sectorielle – protection sociale	

8 a) Code(s) CAD	51010 – Aide relative au soutien budgétaire général et 16010 – Protection sociale			
b) Principal canal de distribution	12000 – gouvernement du bénéficiaire			
9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe		X	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes avec handicap		X	<input type="checkbox"/>
	Nutrition		X	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Marqueur internes	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Digitalisation	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Réponse au COVID-19			X

1 ANALYSE DU CONTEXTE

1.1 Description du contexte

La Côte d'Ivoire a officiellement enregistré son premier cas confirmé de COVID-19 le 11 mars 2020. Depuis lors, le pays enregistre quotidiennement de nouveaux cas. La situation épidémiologique au 25 juin 2020 est la suivante: 8 160 cas confirmés, dont 3 419 guéris et 58 décès. L'épicentre de la diffusion dans le pays est Abidjan (98 % des cas officiels), ce qui a conduit le gouvernement à interdire les mouvements de personnes entre la capitale économique et le reste du pays depuis le dimanche 29 mars à minuit. Cette mesure s'ajoute à toutes les autres déjà prises par le gouvernement dont: la fermeture des frontières terrestres et aériennes, la fermeture de tous lieux publics, l'interdiction de rassemblement et la déclaration de l'état d'urgence à partir du 23 mars (avec 25 cas confirmés à cette date). Un couvre-feu a été institué de 21h à 05h du matin entre le 24 mars et le 18 mai. Compte-tenu des mesures de restriction de libertés individuelles, les conséquences attendues de la propagation du COVID-19 ne sont pas seulement d'ordre sanitaire. Des répercussions sont attendues tant au plan économique que social et humanitaire, en raison de la baisse de l'activité économique et de la limitation des mouvements des personnes et des biens.

Hormis les effets sanitaires évidents, couverts par le plan de riposte du gouvernement, le gouvernement se prépare à gérer les effets secondaires liés à la diminution de l'activité économique et affectant principalement les ménages les plus faibles.

En raison de la diminution de l'activité économique, le gouvernement ivoirien attend une baisse des recettes de 105 milliards de Francs CFA (FCFA) combinée à une hausse des dépenses de 445 milliards de FCFA. La hausse des dépenses étant liée au plan de soutien économique et social visant tant les personnes physiques que morales.

Compte tenu de l'importance de l'économie informelle ainsi que l'inexistence effective de couverture chômage le ralentissement économique affectera immédiatement la partie de la population la plus faible.

En réponse à cette situation, le gouvernement a rapidement élaboré un plan de riposte sanitaire puis un plan de riposte économique, social et humanitaire. Ces deux documents sont des documents de qualité, réalisés sur base d'une solide analyse contextuelle. Le coût de la mise en œuvre du plan de riposte économique est estimé par le gouvernement à 1 775 milliards de FCFA (5 % du PIB).

Dans un contexte où l'Afrique est durement touchée par le COVID-19, la Côte d'Ivoire se prépare dès maintenant au choc à venir sur son économie. Pour mémoire, il est estimé qu'entre 5 millions et 29 millions de personnes en Afrique vont basculer dans l'extrême pauvreté suite aux effets de la crise du COVID-19, accroissant de facto les inégalités de revenus actuelles. La création annuelle formelle d'emplois (actuellement 3,7 millions) devrait baisser de 5,8 % par rapport au scénario de croissance prévu pour 2020 en Afrique. Une augmentation de l'emploi informel et vulnérable est attendue (plus de 60 % des hommes, et près de 75 % des femmes travaillent actuellement dans le secteur informel). L'Organisation internationale du travail (OIT) prévoit 19 millions de suppressions d'emplois sur le continent, les travailleurs faisant face à des fermetures totales ou partielles du lieu de travail.

Dans ce contexte le gouvernement a créé par ordonnance le 14 avril un fonds spécial de solidarité dont l'objectif est d'apporter de l'aide aux personnes rendues vulnérables par les effets du COVID-19. Le fonds spécial est logé à la Banque nationale d'investissement qui en assure la gestion administrative et financière sous l'autorité du comité de gestion. Le fonds est placé sous la tutelle du Ministère de l'économie et des finances. Le Ministère chargé de la solidarité, de la cohésion sociale et de la lutte contre la pauvreté fait également parti du comité

de gestion et du secrétariat exécutif. En date du 7 avril, le gouvernement a déclaré avoir réservé 50 milliards de FCFA pour le fonds de solidarité, le montant cible du fonds étant de 170 milliards de FCFA. Cette allocation devrait être couverte par la loi de finances rectificative en préparation afin d'adapter le budget aux différentes mesures de lutte contre les effets du COVID-19.

1.2 Autres domaines d'évaluation

1.2.1 Valeurs fondamentales

Neuf ans après la crise postélectorale qui succédait à près de dix ans de partition du pays, la Côte d'Ivoire affiche une stabilité retrouvée, portée par des taux de croissance élevés, un attrait important auprès des partenaires internationaux, et un retour sur la scène internationale (en devenant membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies en 2018). Dans ce contexte, la Côte d'Ivoire a démontré son attachement aux valeurs fondamentales. Toutefois, les dimensions suivantes demandent un dialogue et un suivi réguliers:

- État de droit: le fonctionnement des institutions judiciaires et pénitentiaires a été gravement affecté par la crise. Le secteur souffre d'un déficit important de moyens financiers et humains pour assurer un fonctionnement efficace du système judiciaire et pénitentiaire. Les progrès attendus notamment en termes d'amélioration de l'accès à la justice, d'impartialité et d'indépendance de la justice, en particulier en ce qui concerne les crimes commis par les ex Forces armées des forces nouvelles et les associés (pro-Ouattara) durant la crise post-électorale mais également les affaires économiques et la lutte contre la corruption tardent à se concrétiser malgré la mise en place des institutions idoines compétentes (Cellule spéciale d'enquête et d'investigation, Cour des comptes, Haute autorité pour la bonne gouvernance, etc.). Le traitement structurel des nombreux problèmes des institutions de sécurité (difficultés matérielles, circulation non contrôlée d'armes, qualité du recrutement) reste un défi. Des progrès ont tout de même été observés avec les premières opérations de déflation des effectifs militaires, qui devraient être ramenés de 22 500 actuellement à 20 000 d'ici la fin de l'année 2020.
- Démocratie: dans un contexte historique de troubles électoraux réguliers, la transparence et l'inclusivité du processus électoral dans le cadre de la préparation des élections présidentielles d'octobre 2020 et des élections législatives subséquentes doivent faire l'objet d'une attention particulière. Malgré des éléments positifs comme la réforme du code électoral et le lancement d'un dialogue entre la Commission électoral indépendante et l'opposition, plusieurs aspects font l'objet de crispation entre acteurs politiques mais aussi de débats au sens plus large. Il s'agit notamment du maintien en détention de cinq députés et la décision récente de retirer la déclaration sur le Protocole de la Cour africaine des droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) qui permet sa saisine par les individus et les organisations non gouvernementales (ONG) accréditées.
- Droits de l'Homme: bien que perfectible, le cadre constitutionnel et juridique en Côte d'Ivoire est relativement développé et garantit le respect des droits de l'Homme et des libertés individuelles. Cependant, les violences faites aux femmes restent élevées et les femmes sont sous-représentées dans les instances de prise de décision, en particulier dans les organes exécutifs et législatifs aux niveaux national, régional et municipal. La situation des enfants demeure également préoccupante malgré le lancement, avec le soutien des bailleurs, l'UNICEF et le PNUD¹, de programmes de réinsertion de jeunes vivant dans des conditions vulnérables. Le Conseil national des droits de l'Homme, a

¹ Programme des Nations unies pour le développement.

été ébauché en application de la loi n° 2018-900 du 30 novembre 2018 mais à ce jour peu d'informations sont disponibles sur les fonctions et activités de ce conseil concernant les droits des femmes et l'égalité de genre, sur son indépendance et son autonomie financière et sur les mesures prises pour le rendre conforme aux principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'Homme (principes de Paris).

- Au vu des réformes menées ces dernières années et des engagements renouvelés du Président de la République, la volonté politique des autorités ivoiriennes de s'engager sur l'amélioration de la gouvernance, de la démocratie et des droits de l'Homme, semble réelle et sincère, en dépit des nombreux obstacles précités. Depuis 2012, ces progrès se sont reflétés dans les principaux indicateurs internationaux de gouvernance. La Côte d'Ivoire est le pays qui a enregistré les progrès les plus significatifs dans l'indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine (même si, figurant en 35^{ème} position, elle reste loin du peloton de tête). Dans l'indice de corruption de *Transparency International*, la Côte d'Ivoire avait progressé de la 154^{ème} en 2011 à la 115^{ème} position en 2014, 103^{ème} position en 2017 et enfin 106^{ème} position en 2019.

1.2.2 Politique macro-économique

La Côte d'Ivoire met en œuvre une politique macro-économique tournée vers la stabilité et communique de façon très régulière et transparente avec les bailleurs de fonds, notamment dans le cadre de son partenariat avec le Fonds monétaire international (FMI). Cependant, sur la base des dernières estimations disponibles, la crise liée au COVID-19 devrait avoir les conséquences suivantes:

- Une forte baisse des revenus alimentant les caisses de l'État en raison de:
 - la chute des exportations vers les deux principaux clients de la Côte d'Ivoire, l'UE et la Chine,
 - la diminution du cours des matières premières (coton, pétrole, caoutchouc, palmier à huile et dans une moindre mesure, cacao et anacarde),
 - la diminution de l'activité économique dans le pays (moins de rentrées fiscales à un moment où l'État doit assumer de très fortes dépenses pour surmonter la crise sanitaire, économique et sociale liée au COVID-19). Il est attendu une baisse des recettes de 105 milliards de FCFA et une hausse des dépenses de 445 milliards de FCFA.
- Une hausse des déficits ainsi qu'une forte compétition avec les autres États pour emprunter sur les marchés financiers et donc une augmentation de la dette. L'État aura moins de rentrées fiscales à un moment où il doit assumer de très fortes dépenses pour surmonter la crise sanitaire, économique et sociale liée au COVID-19, alors que les recettes fiscales de la Côte d'Ivoire ne représentent que 16 % du PIB en 2019 (un chiffre relativement faible et en dessous de la norme de l'Union économique et monétaire ouest-africaine – UEMOA – à 20 %). La hausse du déficit est également liée aux dépenses imprévues liées à la lutte contre le COVID-19, pour un montant prévu de 445 milliards de FCFA.
- Un affaiblissement du tissu économique ivoirien en raison de:
 - une perturbation de l'approvisionnement des chaînes de valeur impliquant des produits/intrants d'Asie et d'Europe,

- une chute brutale de la demande dans les secteurs des hydrocarbures, du textile, du tourisme, et du commerce (à l'exception de la grande distribution) liée à la fermeture des aéroports, au confinement partiel ainsi qu'au couvre-feu, et enfin à la généralisation progressive du télétravail au sein du privé formel,
- une diminution des projets d'investissement publics et privés, et plus généralement des investissements directs étrangers,
- des faillites probables de nombreuses entreprises, des pertes d'emplois, une baisse de la consommation: 66 % des petites et moyennes entreprises (PME) formelles opèrent dans des secteurs frappés par la baisse de la demande des consommateurs ou des entreprises,
- les premiers touchés sont les secteurs de l'agriculture d'exportation/industrielle, la pêche, la fabrication des textiles, habillement et travail du cuir, le commerce, l'hôtellerie et la restauration, les transports, l'extraction minière et de l'industrie manufacturière, mais aussi le tourisme, notamment le tourisme d'affaire. Les seconds sont leurs sous-traitants, dans un avenir plus ou moins proche. En effet, les industries de services aux entreprises, et de transports urbains et de marchandises subissent également un ralentissement important,
- un autre secteur, emblématique de la croissance économique ivoirienne à savoir la construction, est négativement touché. Les projets de bâtiments et travaux publics sont ralentis voire interrompus. Plusieurs grands projets immobiliers commerciaux tout comme certains projets hôteliers sont ainsi suspendus ou reportés,
- au-delà la pression sur les filières économiques formelles, les travailleurs informels seront également fortement impactés du fait des mesures de confinement et de limitation de la mobilité.

Le gouvernement a rapidement élaboré un plan de riposte sanitaire puis un plan de riposte économique, social et humanitaire. Ces deux documents sont des documents de qualité, réalisés sur base d'une solide analyse contextuelle. Les chiffres avancés dans le cadre du plan de riposte économique font sens et se basent sur les analyses réalisées par les plus grands *think-tank* économiques. Le coût de la mise en œuvre de ce plan est estimé par le gouvernement à 1775 milliards de FCFA. Le FMI estime cependant que les besoins réels du gouvernement s'élèvent à 550 milliards de FCFA soit environ 840 000 000 EUR.

Dans son plan de riposte économique, social et humanitaire, le gouvernement envisage trois différents scénarios de crise. Le scénario le plus optimiste, qui prévoit une fin de crise COVID-19 pour le mois de juin 2020 table sur une croissance économique de l'ordre de 3,6 %, au lieu des 7,2 % estimés initialement. Le scénario le moins optimiste, pour une fin de crise en décembre 2020 table sur une croissance à 0,8 %. Le deuxième scénario, espère une fin de crise en septembre 2020 pour un taux de croissance annuel à 1,6 %.

Pour limiter au maximum l'impact de la crise du COVID-19 sur l'économie nationale, le gouvernement entend soutenir aussi bien les populations que le secteur privé, formel et informel.

Afin de soutenir le secteur privé et les populations, les autorités ivoiriennes prévoient de prendre des mesures de:

- soutien à la trésorerie des entreprises (assurer le paiement de la dette intérieure des entreprises des sous-secteurs sinistrés, mettre un moratoire pour le paiement des facilités de crédits et leasings des entreprises en difficultés, reporter provisoirement sans

pénalités le règlement de l'impôt sur le bénéfice des entreprises, suspendre les taxes forfaitaires et communales pour les petits commerçants (en particuliers pour les maquis et restaurants), reporter la déclaration et le paiement de la TVA à la fin de la crise, retarder le paiement des impôts et autres taxes types charges sociales etc.),

- facilitation de la production et de la commercialisation (simplifier la procédure de dédouanement, mettre en place un fonds de soutien à l'importation des produits de première nécessité),
- protection sociale (faire accorder par la Caisse nationale de prévoyance sociale des aides aux travailleurs du secteur privé moderne qui sont les plus touchés, couvrir les charges d'indemnisations pour les licenciements, si les entreprises sont obligées de licencier, octroyer des aides aux travailleurs indépendants du secteur informel de la restauration, du transport, de l'hôtellerie qui sont déjà inscrits auprès de la Chambre des métiers et connus dans les répertoires des mairies, assurer le blocage des prix des produits de grande consommation pour contenir l'inflation, encadrer les mises en chômage pour les PME et prévoir un soutien financier de l'État).

Et pour relancer l'économie, le gouvernement entend adopter des mesures:

- fiscales (suspendre les contrôles fiscaux pour certaines entreprises, réduire la taxation des produits de grande consommation, amnistier fiscalement toute entreprise non formellement constituée qui normalise ses statuts au cours des douze premiers mois suivants les mesures de lutte contre le COVID-19),
- financières (apporter un appui direct de l'État d'un montant de 25 à 50 milliards FCFA à l'ensemble du secteur privé, alimenter différents fonds type fonds de soutien au secteur privé, fonds de soutien aux PME et très petites entreprises (TPE) sinistrées d'un montant de 100 à 150 milliards de FCFA, fonds de solidarité pour lesquels un appui des bailleurs est sollicité, alléger les conditions d'accès à la commande publique par la suppression des préalables à la participation des PME, payer systématiquement les avances de démarrage pour les marchés attribués aux PME).

Les autorités nationales comptent sur l'assistance de leurs partenaires traditionnels à savoir le FMI, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la France et l'Union européenne. Un suivi régulier de la situation sera assuré en coordination avec le FMI et des partenaires tels que la Banque mondiale. En conclusion, la réponse apportée à la crise est jugée pertinente et crédible pour rétablir les principaux équilibres macro-économiques.

Conclusion: sur la base de l'analyse, il est conclu que les autorités ivoiriennes poursuivent une politique macroéconomique orientée vers la stabilité.

1.2.3 Gestion des finances publiques (GFP)

La transposition des directives de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) en matière de gestion des finances publiques est effective. Les réformes institutionnelles et le renforcement des capacités sont en cours. La Côte d'Ivoire a opéré le basculement en budget programme en 2019. Le budget de l'État pour l'année 2020 est réaliste. Globalement, la stratégie budgétaire et le budget sont élaborés dans le respect des politiques budgétaires et des plans stratégiques de l'État, et sur la base des prévisions macroéconomiques et budgétaires adéquates.

Le budget détaillé par ministère a été publié en novembre 2019 pour l'année 2020. L'État ivoirien y détaille l'ensembles des hypothèses sous-jacentes ainsi qu'une analyse détaillée de la soutenabilité de la dette. En terme pratique 2020 est l'année de basculement en mode budget-

programme, initié par l'UEMOA. L'objectif étant accroître la transparence et l'efficacité de la dépense publique.

En outre, un schéma directeur de la réforme des finances publiques (SDRFP), assorti d'un plan d'actions triennal a guidé les actions du gouvernement en matière de finances publiques sur 2014-2016. Il a été étendu, en attendant la mise en œuvre du nouveau SDRFP, encore en cours de validation au niveau du premier ministre. Le SDRFP propose un cadre global et unique de réforme de la gestion des finances publiques et un dispositif de pilotage. Il s'articule autour des 7 axes du précédent SDRFP, plus un huitième portant sur la transparence et la gouvernance:

Axe 1: Fiscalité et gestion des recettes de l'État;

Axe 2: Optimiser la gestion des dépenses publiques;

Axe 3: Organisation et système d'information financière;

Axe 4: Passation des marchés publics;

Axe 5: Comptabilité publique et gestion de la trésorerie de l'État;

Axe 6: Dispositifs de contrôle et d'audit internes et externes;

Axe 7: Assurer l'efficacité de la décentralisation au plan financier;

Axe 8: Transparence et gouvernance dans la gestion des finances publiques.

La crise du coronavirus a directement des conséquences sur les finances publiques ivoiriennes. Les recettes de porte diminueraient de 141,6 milliards FCFA (soit 0,26 % du PIB). Les recettes intérieures, affectées notamment par les mesures fiscales et financières de soutien au tissu économique mises en avant par le gouvernement, baisseraient de 269,6 milliards de FCFA (soit 0,75 % PIB) par rapport aux prévisions. Le déficit budgétaire serait de 236,8 milliards de FCFA, soit 0,66 % du PIB. Toutefois, considérant les progrès satisfaisants notés dans la mise en œuvre de la réforme des finances publiques avant la crise du COVID-19, le gouvernement ayant en effet démontré sa volonté de renforcer la gouvernance économique, il est raisonnable de statuer sur une gestion saine des finances publiques.

Compte tenu de l'importance de la maîtrise du budget de l'État en temps de crise, il est primordial de maintenir le dialogue politique soutenu et régulier dans le domaine des finances publiques.

Même si les avancées sont marquées par des lenteurs liées notamment à l'imputation tardive de la totalité des charges aux différentes structures attributaires, des progrès notables ont été constatés dans le domaine de la gestion des finances publiques et de la transparence. Des efforts sont faits en matière de processus budgétaire avec un budget pluriannuel au niveau sectoriel élargi à une vingtaine de ministères, de transposition en droit national de plusieurs directives de l'UEMOA et de transparence. Des progrès satisfaisants sont globalement notés dans la mise en œuvre du nouveau schéma directeur 2018-2020. Afin de renforcer la coordination des partenaires autour de la mise en œuvre efficiente du schéma directeur, une table-ronde des bailleurs a été organisée en janvier 2020.

Il est essentiellement attendu des autorités l'accélération de la mise en œuvre du schéma directeur et, dans l'immédiat, l'effectivité de la réforme budgétaire avec le basculement en budget programme. L'opérationnalisation du Compte unique du Trésor est également attendue, de même que la finalisation de la mise en place du système d'information budgétaire et comptable. La Délégation espère, par ailleurs, l'organisation d'un débat d'orientation budgétaire en 2020, de même qu'un renforcement effectif du contrôle interne et externe.

Ce dernier revêt une importance particulière dans le contexte du coronavirus en raison d'un flux accru de fonds provenant des bailleurs pour contribuer à la lutte contre la pandémie et ses effets socio-économiques négatifs. Un ralentissement de la mise en œuvre des réformes peut être attendu mais ne doit cependant pas être arrêté. C'est bien au contraire une opportunité pour faire un passage effectif à un processus budgétaire pluriannuel.

Conclusion: il est estimé que le critère d'éligibilité relatif à la gestion des finances publiques (GFP) est respecté.

1.2.4 Transparence et contrôle du budget

Le projet de budget et la loi de finances initiale de chaque année sont en ligne. En ce qui concerne le budget 2020, le projet a été adopté en octobre 2019 par le Conseil des ministres. Gage de transparence, il a été mis en ligne très rapidement, avant qu'il ne soit adopté par l'assemblée nationale.

De plus, les annexes fiscales sont mises en ligne sur le site du Secrétariat d'État chargé du budget et du portefeuille de l'État auprès du premier ministre et sur le site de la Direction générale du budget et des finances. Les rapports trimestriels d'exécution budgétaire sont normalement mis en ligne 45 jours après la fin du trimestre, avec parfois un petit retard, d'autres documents clés (ex. Tableau des opérations financières de l'État) sont mis en ligne mais pas toujours régulièrement.

Même si la présentation se fait de manière éparse sur plusieurs sites, il convient de souligner le nombre très important d'informations budgétaires en ligne. Les défis concernent l'introduction des débats d'orientation budgétaires avec le Parlement, et le suivi plus approfondi du budget par la société civile, notamment via la mise à disposition d'un budget citoyen.

Le gouvernement de la Côte d'Ivoire prépare une loi de finances rectificative afin d'adapter le budget aux différentes mesures de lutte contre les effets du COVID-19. Il est attendu que l'abondement des différents fonds de soutien économiques soit inscrit dans cette loi de finance. Aucun calendrier officiel n'a été annoncé au 2 juin 2020.

La mise à jour du budget de l'État ivoirien ne solutionnera pas la problématique récurrente du budget liée à l'ordonnancement effectif des projets budgétés. Ce point récurrent fera l'objet d'une attention particulière lors du dialogue politique. Le 7 mai 2020, dans son allocution, le Président Ouattara s'est engagé à assurer une transparence totale des dépenses extrabudgétaires ainsi que de l'ensemble des fonds versés exceptionnellement au gouvernement ivoirien dans le cadre du soutien à la crise du COVID-19.

Conclusion: il est estimé que le critère d'éligibilité relatif à la transparence budgétaire est respecté.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F) ²	Mesures d'atténuation
En période pré-électorale, usage de l'outil de transfert monétaire à des fins électorales.	E	<p>Préparation de listes sur des bases de données neutres (factures d'électricité).</p> <p>Les fonds sont gérés par un comité de gestion dédié, le manuel de procédure est préparé par un cabinet international et l'assistance technique (AT) assiste le secrétariat exécutif. Ce dernier s'assurant notamment du respect de l'application des procédures.</p> <p>Mise en place de mécanismes de plaintes et de requêtes de la part de foyers se considérant lésés.</p> <p>Le maintien du dialogue politique permettra de partager à haut niveau les considérations de l'UE sur la gestion des fonds.</p>
Hypothèses		
Les règles de procédure assurent une équité de traitement dans la préparation des listes de bénéficiaires. La présence de l'AT ainsi que les mécanismes de plainte assure du respect de ces principes et évite l'appropriation du mécanisme à des fins électoralistes.		
Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
En période électorale, risque de tension et de conflits entre les différents groupes politiques menant à une crise sociale et un blocage de l'économie.	M	<p>Préparation d'une mission d'observation électorale, appui au PNUD dans le cadre de l'assistance électorale pour des élections apaisées. Maintien de ce sujet dans le dialogue politique.</p>
Hypothèses		
Le processus d'élection est en cours, appel des différents partis politiques à l'apaisement. Le risque de crise sociale sur un fond politique est modéré.		

² Élevé (E), moyen (M), faible (F).

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Le plan de riposte économique, social et humanitaire du gouvernement ne fait pas l'unanimité auprès des partenaires du gouvernement, l'UE est l'un des seuls à vouloir en appuyer la mise en œuvre.	F	Le gouvernement sait réagir rapidement aux situations de crise, et est totalement en mesure d'identifier les options de redressement à mettre en œuvre. Il l'a déjà prouvé en 2011 lors de la crise post-électorale. Les partenaires au développement se sont en outre montrés dès le départ de la crise solidaires de l'État ivoirien, et prêts à l'appuyer techniquement pour la définition des actions à entreprendre.

Hypothèses

Le plan de riposte économique, social et humanitaire de l'État est crédible et réaliste.

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
L'État ivoirien ne s'engage pas suffisamment pour l'opérationnalisation de son plan de riposte économique, social et humanitaire.	M	Les partenaires de la Côte d'Ivoire mènent un dialogue de politique régulier avec les autorités afin de faire respecter le principe d'additionnalité et encourager le gouvernement à assumer ses responsabilités dans la définition et la mise en œuvre des réformes dont le pays a besoin pour assurer son développement durable.

Hypothèses

La volonté politique de l'État en faveur de la mise en œuvre de son plan de riposte économique, social et humanitaire ne fléchit pas: il dégage les moyens financiers nécessaires pour son opérationnalisation.

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Limitation des opérateurs de mise en œuvre pour assurer l'appui complémentaire: le rapatriement de personnel expatrié, le confinement	F	Les principaux bailleurs restent présents en Côte d'Ivoire et se sont déjà organisés pour fournir un appui financier et technique au

et la technicité des opérations sont autant de limitations dans la disponibilité des opérateurs de mise en œuvre.		gouvernement dans sa stratégie de lutte contre le COVID-19.
Hypothèses		
Les principaux partenaires de la Côte d'Ivoire sont déjà tous organisés en télétravail et la collaboration entre eux est effective et efficace.		

3 COMPLEMENTARITE, SYNERGIE ET COORDINATION DES DONATEURS

Dans la réponse de l'UE à la crise, des synergies sont recherchées entre ce programme et les opérations menées par l'UE mais également par d'autres entités, avec des fonds de l'Union européenne:

- La contribution de l'UE, à travers la passation de contrats ou sous forme de subventions et de convention de contribution pour un montant de 2 350 000 EUR visant à soutenir l'État ivoirien dans son plan de riposte sanitaire. Cette action comprend la fourniture d'assistance technique par le biais d'Expertise France, y compris au secrétariat exécutif du fonds et au ministère de la solidarité, de la cohésion sociale et de la lutte contre la pauvreté, ce qui permettra d'assurer un contrôle et de renforcer les capacités pour la gestion des fonds sous la présente action.
- La caravane de solidarité de l'UE en Côte d'Ivoire visant à accompagner les efforts du gouvernement dans la lutte contre la propagation du coronavirus, en pourvoyant des vivres et du matériel de prévention de l'épidémie à des milliers de familles en précarité.
- L'appui du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique d'un montant de 25 000 000 EUR ayant pour objectif de contribuer à la relance économique nécessaire pour faire face aux dégâts de la crise sanitaire liés au coronavirus. Cette contribution vise particulièrement à soutenir l'État ivoirien dans la constitution des différents fonds de relance. Le soutien se décompose en 24 000 000 EUR d'appui budgétaire et 1 000 000 EUR d'appui complémentaire. Ce dernier est destiné à apporter une expertise technique ciblée et indépendante concernant le respect des critères d'éligibilité des entreprises candidates. Cette expertise sera apportée au travers un contrat de service avec un cabinet d'audit/consultants spécialisés.
- Plusieurs projets en cours d'exécution ont vu leur budget être réorienté à la marge pour s'adapter à la crise COVID-19.

Dans le cadre de la réponse de la communauté internationale, une coordination étroite est assurée entre les États membres de l'UE et la Délégation ainsi que les entités suivantes:

- Organisation mondiale de la santé (OMS),
- Banque mondiale,
- FMI.

L'ensemble des partenaires techniques et financiers préparent et coordonnent leurs actions pour limiter la propagation et l'effet néfaste du COVID-19 en Côte d'Ivoire. Chacun des bailleurs (OMS, Banque mondiale, FMI...) détaille au fur et à mesure son plan d'action en fonction de son domaine de compétence. Le gouvernement quant à lui a défini un plan de riposte pour lequel les bailleurs sont appelés à participer. Compte tenu de l'urgence de certaines actions et pendant que le gouvernement ivoirien organise son plan de riposte, l'UE agira au travers des

ONG tout en veillant à ce que les synergies soient assurées et les duplications évitées avec les actions à venir.

Afin d'assurer la complémentarité, la synergie et la coordination, la Commission peut signer ou conclure des communiqués et déclarations conjointes de donateurs et peut participer aux organes de coordination des donateurs, dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

L'action consiste en un nouveau contrat d'appui budgétaire qui appuiera la politique de protection sociale du gouvernement dans le contexte de la pandémie du COVID-19.

À cette fin, le contrat d'appui budgétaire assistera la République de Côte d'Ivoire dans sa politique sociale qui intègre la création d'un fonds spécial de solidarité assurant des transferts financiers à destination des ménages les plus démunis. La politique sectorielle fera l'objet d'un suivi lors du dialogue de politique, d'un suivi des performances et d'appui au renforcement des capacités.

Les populations ciblées par le fonds spécial de solidarité sont les personnes âgées de plus de 60 ans, les enfants des pouponnières, les enfants en situation de rue confinés, les personnes en situation de handicap, les ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté, les femmes chef de famille, les familles dont un membre est décédé du coronavirus, les travailleurs mis en chômage technique ou licenciés, les travailleurs du secteur informel qui ont perdu leur source de revenu ou qui ne peuvent plus exercer.

Sachant que 50,5 % des emplois du secteur informel sont occupés par des femmes, que l'on trouve concentrés dans les emplois les plus précaires, il est attendu que le fonds de solidarité bénéficie en priorité aux femmes travaillant dans le secteur informel. Cette information sera reflétée par la collecte de données désagrégées (si la granularité le permet) concernant les bénéficiaires.

Les critères formels d'attribution des aides sont en cours d'élaboration avec l'appui de la Banque mondiale. Celle-ci a financé la mission d'assistance technique (KPMG) auprès du comité de gestion et du secrétariat exécutif pour la préparation du manuel de procédure du fonds spécial de solidarité quant à l'identification et le transfert des fonds monétaires. Le travail se poursuit mais le gouvernement explore la possibilité d'exploiter des bases de données telles que celles du fournisseur d'électricité.

La sélection des bénéficiaires respectera une procédure prédéterminée afin d'assurer la transparence et l'équité de traitement. Par ailleurs, compte tenu de la complexité et de la sensibilité de la mise en œuvre de ce fonds, l'UE fournira une assistance technique. Cette expertise sera contractualisée sur une autre action COVID-19 et comprendra notamment un appui au secrétariat exécutif du fonds et au ministère de la solidarité, de la cohésion sociale et de la lutte contre la pauvreté.

La partie ivoirienne s'est engagée à ce que le fonctionnement des fonds ainsi que le travail des organes de gestion soient audités par un cabinet international et indépendant.

Au-delà de la création d'un fonds de solidarité opérationnelle dans le cadre de la crise du COVID-19, l'objectif à moyen long terme de cet appui est d'en prouver l'efficacité et d'en pérenniser le fonctionnement. La complémentarité avec l'assistance technique financée par l'UE est primordiale à cet effet.

Chaîne de résultats			Indicateur	Source des données
IMPACT	Impact (objectif général)	Atténuer l'impact social de la crise liée au COVID-19, améliorer la résilience de la population fragile face à la crise sanitaire et économique.	Taux de pauvreté Indice de développement humain (IDH) Taux d'insécurité alimentaire	Rapport gouvernemental.
RESULTAT(S)	Résultat 1 (objectif spécifique)	1. Les moyens de subsistance des ménages les plus fragilisée par la pandémie du COVID-19 sont préservés, des allocations sociales sont payées aux personnes et ménages les plus fragilisés par la pandémie du COVID-19.	1.1. Nombre d'individus/foyers ayant bénéficié du soutien du fonds spécial de solidarité (désagrége par sexe le cas échéant).	1.1. Rapport gouvernemental.
	Résultat 2 (objectif spécifique)	2. Renforcement du système de solidarité sociale.	2.1. Elargissement de la base de donnée d'identification des familles vulnérables.	2.1. Rapport gouvernemental.
PRODUIT(S) INDUIT(S)	Produit induit lié au résultat 1	1.1. Un fonds spécial de solidarité est créé et rendu opérationnel.	1.1 Création effective du fonds. 1.2 Rédaction des règles de gestion du fonds.	1.1 Publication de l'ordonnance portant la création d'un fonds spécial de solidarité. 1.2. Manuel de procédure détaillant les règles de fonctionnement du fonds.
	Produit induit lié au résultat 2	2.1. Prestation d'assistance technique.	2.1. Nombre d'homme/jour d'assistance technique	2.1. Rapport de l'assistance technique.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Côte d'Ivoire.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 36 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire

Le montant alloué à l'appui budgétaire est une tranche fixe de 4 700 000 EUR. Ce montant repose sur les prévisions les plus récentes quant à l'impact budgétaire de la crise, qui pourrait résulter en une chute des recettes et une hausse des dépenses estimées à 5 % du PIB.

5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

a) Les conditions générales applicables au décaissement de la tranche fixe sont les suivantes:

- progrès satisfaisants dans la mise en œuvre de la politique publique et sectorielle (protection sociale): suivi de la mise en œuvre du plan de riposte COVID-19, et notamment au volet lié directement au soutien social; *reporting* sur l'utilisation des fonds à fin 2020;
- maintien d'une politique macroéconomique fondée sur la stabilité, crédible et pertinente, ou réalisation de progrès en vue de rétablir les principaux équilibres;
- progrès satisfaisants dans la mise en œuvre des réformes visant à améliorer la gestion des finances publiques, dont la mobilisation des recettes nationales, et maintien de la crédibilité et de la pertinence du programme de réforme. L'inscription de cet appui budgétaire et de ce fonds de soutien social dans le dialogue politique afin d'évoquer plus particulièrement leur mode de fonctionnement, la gouvernance ainsi que les effets sur la population ciblée;
- progrès satisfaisants en ce qui concerne la mise à la disposition du public, en temps utile, d'informations budgétaires accessibles, exhaustives et fiables.

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire

L'appui budgétaire consiste en une tranche fixe dont le décaissement est prévu à titre indicatif pour août 2020.

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en Francs CFA sera exécutée

aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

5.4 Budget indicatif

Désignation	Contribution de l'UE (en EUR)
5.3 Appui Budgétaire	4 700 000
5.7 Évaluation	50 000
5.9 Communication et visibilité	250 000
Total	5 000 000

5.5 Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux organes de gouvernance susmentionnés, mis en place pour régir la mise en œuvre de l'action.

5.6 Suivi de la performance et des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la liste de plan d'action de stratégies, politique ou de réformes du partenaire.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.7 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à une (des) évaluation(s) ex post de la présente action ou de ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandée(s) par la Commission.

L'évaluation de la présente action peut être réalisée individuellement ou dans le cadre d'une évaluation stratégique conjointe des opérations d'appui budgétaire réalisée avec le pays partenaire, d'autres prestataires d'appui budgétaire ou des parties prenantes concernées.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 60 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les

conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.8 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions. Il est prévu qu'un ou plusieurs marchés de services d'audit pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.9 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

Afin d'accroître la visibilité de l'UE et sa contribution à la présente action, la Commission peut signer ou conclure des communiqués et déclarations conjointes, dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).